

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAL**

**Séance du 19 septembre 2018 .**

**Présents** : MM.P .ARNOULD, Président;

P. JEROUVILLE, Bourgmestre ;

E. GOFFIN, ~~J. LEGRAND~~, Mme L. CRUCIFIX,

B. JACQUEMIN, E. de FIERLANT DORMER et ~~Ch. MOUZON~~, Membres  
du Collège communal ;

R. DEOM, J-M FRANCARD, Mme L. GALLET, ~~R. DERMIENCE~~, Mme C.

ARNOULD, Mme M-Cl. PIERRET, Mme C. JANSSENS, ~~Mme Ch.~~

~~WAUTHIER~~, D. LEDENT, A. THILMANT, F. URBAING, B. NIQUE et

Mme S. PIERRE, Conseillers.

M. Maximilien GUEIBE, Directeur général ff.

**LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique,**

|   |
|---|
| <b>OBJET : Fixation de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour 2019.</b> |
|---|

\$9820747\$

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 170 § 4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales;

Vu l'article L3122-2,7° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation selon lequel la délibération communale relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 469;

Vu la loi du 24 juillet 2008 (M.B. 8.08.2008) confirmant l'établissement de certaines taxes additionnelles communales et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 05 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2019;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 22 août 2018.  
conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 24 août 2018 et joint en  
annexe;

Vu l'analyse globale réalisée par le Collège communal concernant les autres taxes et  
redevances déjà en vigueur et dans le souci d'établir une fiscalité la plus juste et équitable  
pour tous les citoyens;

Vu l'impact particulier de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques sur la  
répartition du fonds des communes;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa  
mission de service public;

Sur proposition du Collège communal;

**Décide, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup>** - Il est établi, pour l'exercice 2019 une taxe communale additionnelle à l'impôt des  
personnes physiques à charge des habitants du Royaume, qui sont imposables dans la  
commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice d'imposition;

**Article 2** - La taxe est fixée à 7,5 % de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le  
même exercice, calculé conformément aux dispositions du Code des Impôt sur les revenus;

L'établissement et la perception de la présente taxe communale s'effectueront par les soins de  
l'Administration des Contributions directes, comme il est stipulé à l'article 469 du Code des  
Impôts sur les revenus 1992;

**Article 3** – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de  
la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faite conformément  
aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

En séance à Libramont-Chevigny, date que dessus.

Le Directeur général ff.  
(s) M. GUEIBE.

Le Directeur général ff,

**PAR LE CONSEIL,**

**Pour expédition conforme,**



Le Bourgmestre,  
(s) P.JEROUVILLE.

Le Bourgmestre,